

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

18 janvier 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant diverses dispositions pénales
en ce qui concerne la pénétration,
l'occupation ou le séjour illégitimes
dans le bien d'autrui**

(déposée par Mmes Sophie De Wit et
Kristien Van Vaerenbergh et
M. Christoph D'Haese)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

18 januari 2021

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van diverse strafrechtelijke
bepalingen betreffende het onrechtmatig
binnendringen in, bezetten van of verblijven
in andermans goed**

(ingediend door de dames Sophie De Wit en
Kristien Van Vaerenbergh en
de heer Christoph D'Haese)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi vise à rétablir les dispositions de la loi "incriminant le squat" annulées par la Cour constitutionnelle en répondant aux objections formulées par la Cour constitutionnelle.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe de door het Grondwettelijk Hof vernietigde bepalingen van de zogenaamde 'kraakwet' te herstellen door tegemoet te komen aan de door het Hof gemaakte bezwaren.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)

DÉVELOPPEMENTS

Dans son arrêt du 12 mars 2020, la Cour constitutionnelle s'est prononcée sur la loi "incriminant le squat".

La majeure partie de la loi est restée inchangée: la demande civile d'expulsion et les dispositions pénales (à l'exception d'une toute petite partie) sont maintenues en l'état. La Cour constitutionnelle a toutefois annulé l'article 12 et le membre de phrase correspondant de l'article 442/1, § 2, du Code pénal, qui a été inséré par l'article 3 de la même loi.

La Cour a annulé cette disposition dès lors que sa mise en œuvre ne fait pas nécessairement l'objet d'un contrôle par un juge indépendant et impartial.

L'article 12 prévoit la procédure relative à "l'ordonnance d'évacuation". Cette disposition confère au procureur du Roi, dans le cadre d'une procédure pénale, le pouvoir d'apprécier *prima facie* le caractère manifestement fondé d'une demande en justice, demande qui tend à faire cesser les conséquences d'une infraction pénale.

La Cour estime que même si la disposition attaquée précise que ce pouvoir s'exerce "dans le respect de la présomption d'innocence", le constat par le procureur du Roi que la demande d'évacuation des lieux non habités occupés "semble manifestement fondée à première vue" implique que les occupants du bien d'autrui sont, à première vue, manifestement coupables d'avoir commis l'infraction visée par l'article 442/1, § 1^{er}, du Code pénal. La Cour estime que l'intervention préalable d'un juge indépendant et impartial est une garantie nécessaire par rapport à des dispositions qui supposent une mesure contraignante ou une violation de droits individuels et de libertés.

Selon la Cour, ce contrôle est nécessaire dès lors que l'ordonnance du procureur du Roi constitue une ingérence dans le droit au respect de la vie privée et dans le droit à l'inviolabilité du domicile des squatteurs. La Cour déclare: "En principe, il ne revient pas au ministère public d'ordonner des mesures portant atteinte aux droits et libertés individuels. Comme la Cour l'a déjà jugé précédemment, des dispositions qui supposent une mesure contraignante ou une violation de droits individuels et de libertés ne peuvent être exécutées qu'avec l'autorisation et sous le contrôle d'un juge".

La loi prévoyait certes un recours suspensif auprès du juge de paix contre cette ordonnance d'évacuation,

TOELICHTING

In een arrest van 12 maart 2020 sprak het Grondwettelijk Hof zich uit over de zogenaamde "kraakwet".

Het grootste deel van de wet is overeind gebleven: de burgerrechtelijke vordering tot uithuiszetting en de strafbepalingen (m.u.v. een klein deeltje) houden stand. Het Grondwettelijk Hof vernietigde evenwel het artikel 12 en de ermee samenhangende zinsnede in artikel 442/1, § 2, van het Strafwetboek, dat bij artikel 3 van dezelfde wet werd ingevoegd.

Het Hof heeft deze bepaling vernietigd omdat er "niet noodzakelijk" controle zou zijn door een onafhankelijke en onpartijdige rechter.

Artikel 12 omvat de procedure met betrekking tot het "bevel tot ontruiming". Deze bepaling geeft de procureur des Konings bevoegdheid om, in het kader van een strafrechtelijke procedure, *prima facie* het kennelijk gegronde karakter van een rechtsvordering te beoordelen, die ertoe strekt de gevolgen van een strafrechtelijk misdrijf te doen ophouden.

Het Hof oordeelt dat, ook al wordt in de bestreden bepaling gepreciseerd dat die bevoegdheid wordt uitgeoefend "met eerbiediging van het vermoeden van onschuld", deze vaststelling door de procureur des Konings inhoudt dat de bezetters van andermans goed zich op het eerste gezicht kennelijk schuldig hebben gemaakt aan het plegen van het in artikel 442/1, § 1, van het Strafwetboek bedoelde misdrijf. Het Hof stelt dat ten aanzien van maatregelen die een dwangmaatregel of een schending van individuele rechten en vrijheden veronderstellen, het voorafgaande optreden van een onafhankelijke en onpartijdige rechter een noodzakelijke waarborg is.

Die controle is volgens het Hof nodig omdat het bevel van de procureur een inmenging is op het recht op eerbiediging van het privéleven en in het recht op onschendbaarheid van de woning van de krakers. Het Hof zegt: "In principe komt het het openbaar ministerie niet toe maatregelen te bevelen die afbreuk doen aan de individuele rechten en vrijheden. Zoals het Hof vroeger reeds heeft geoordeeld, mogen maatregelen die een dwangmaatregel of een schending van individuele rechten en vrijheden veronderstellen, enkel worden uitgevoerd met de toestemming en onder de controle van een rechter".

De wet voorzag wel in een opschortend beroep bij de vrederechter tegen dit bevel tot ontruiming, binnen

dans un délai de huit jours, mais la saisine du juge de paix suppose donc l'exercice de cette voie de recours. Or les squatteurs n'ont pas toujours connaissance de cette ordonnance, laquelle ne leur est notifiée que par affichage sur le bien à évacuer, et ils doivent y réagir dans un délai relativement court. Il en résulte que la mise en œuvre de l'ordonnance d'évacuation prise par le procureur du Roi ne fait pas nécessairement l'objet d'un contrôle par un juge indépendant et impartial. Dès lors que la disposition n'offre pas de garanties suffisantes, elle a été annulée.

Bien que la procédure de l'"ordonnance d'évacuation" ait été calquée sur la procédure existant en matière d'interdiction temporaire de résidence telle qu'insérée par la loi du 15 mai 2012 relative à l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique (*Moniteur belge*, 1^{er} octobre 2012), nous souhaitons répondre aux objections de la Cour constitutionnelle en prévoyant des garanties supplémentaires en termes de contrôle par un juge indépendant et impartial. La proposition de loi prévoit à cet effet que l'ordonnance sera délivrée moyennant l'autorisation d'un juge d'instruction. En outre, une modalité supplémentaire de notification aux intéressés est prévue: au moment de l'affichage, une copie de l'ordonnance sera remise à quiconque se trouve dans le bien à évacuer. De cette manière, les personnes qui se trouvent dans le bien, et dont l'identité n'est pas toujours connue, seront également informées directement de la possibilité dont elles disposent de saisir le juge de paix. Ceux qui ne sont pas présents dans le bien pourront prendre connaissance de la situation par le biais de l'ordonnance affichée et/ ou des informations communiquées par les personnes auxquelles une copie aura été remise directement.

L'ordonnance d'évacuation doit être exécutée à la requête du procureur du Roi, dans le cadre d'une information portant sur les infractions pénales déterminées en la matière. L'articulation entre la plainte et la procédure relative à l'ordonnance d'expulsion est donc maintenue. On part du principe que les faits ne doivent pas être portés devant le juge d'instruction par le biais d'une plainte avec constitution de partie civile; l'ordonnance d'évacuation doit être liée à la plainte pénale ordinaire.

Cette compétence attribuée au juge d'instruction est indépendante de toute instruction. La saisine du juge d'instruction se limite à l'octroi ou non d'une autorisation de délivrer l'ordonnance d'évacuation. Le juge d'instruction n'est donc pas saisi pour mener une enquête plus approfondie sur l'infraction de squat après avoir transmis l'autorisation au procureur du Roi. Cette compétence

een termijn van acht dagen, maar de aanhangigmaking ervan veronderstelt dus de uitoefening van dat rechtsmiddel. De krakers hebben echter niet altijd kennis van dat bevel dat hen enkel ter kennis wordt gebracht door aanplakking op het te ontruimen goed, en ze moeten er binnen een relatief korte termijn op reageren. Daaruit volgt dat de uitvoering van het bevel van de procureur des Konings tot ontruiming niet noodzakelijk door een onafhankelijke en onpartijdige rechter worden gecontroleerd. Aangezien de bepaling onvoldoende waarborgen biedt, werd ze dus vernietigd.

Hoewel de procedure van het "bevel tot ontruiming" geënt was op de bestaande procedure inzake het tijdelijk huisverbod, zoals ingevoegd door de wet van 15 mei 2012 betreffende het tijdelijk huisverbod in geval van huiselijk geweld (*Belgisch Staatsblad* 1 oktober 2012), willen we tegemoet komen aan de bezwaren van het Grondwettelijk Hof door extra garanties in te bouwen op het vlak van controle door een onafhankelijke en onpartijdige rechter. Daartoe bepaalt het wetsvoorstel dat het bevel mits machtiging door een onderzoeksrechter zal worden afgeleverd. Bovendien voorzien we in een bijkomende manier van kennisgeving aan de betrokkenen: op het moment van aanplakking zal een afschrift van het bevel worden overhandigd aan wie zich in het te ontruimen goed bevindt. Op die manier worden degenen die zich in het goed bevinden en van wie de identiteit niet altijd gekend is, ook rechtstreeks op de hoogte gebracht van de mogelijkheid die ze hebben om zich tot de vrederechter te wenden. Degenen die niet aanwezig zijn in het goed, kunnen zich dan van de situatie vergewissen via het aangeplakte bevel en/of via de informatie van degenen die rechtstreeks een afschrift ontvangen hebben.

Het bevel tot ontruiming dient te gebeuren op vordering van de procureur des Konings, in het kader van een opsporingsonderzoek met betrekking tot de ter zake bepaalde strafrechtelijke misdrijven. De samenhang tussen de klacht en de procedure van het bevel tot uithuiszetting wordt aldus behouden. Er moet worden vanuit gegaan dat de feiten niet bij de onderzoeksrechter moeten zijn aangebracht via een klacht met burgerlijke partijstelling; het bevel tot ontruiming dient gekoppeld te zijn aan de gewone strafklacht.

Deze aan de onderzoeksrechter toegekende bevoegdheid staat los van enig gerechtelijk onderzoek. Het aanhangig maken bij de onderzoeksrechter beperkt zich tot het al dan niet verlenen van een machtiging om het bevel tot ontruiming uit te vaardigen en niet om verder onderzoek te voeren naar het kraakmisdrijf nadat de onderzoeksrechter machtiging heeft gegeven aan de

spécifique est distincte des compétences qui découlent du Code d'instruction criminelle.

procureur des Konings. Deze specifieke bevoegdheid staat naast de bekende bevoegdheden die voortvloeien uit het wetboek van Strafvordering.

Sophie DE WIT (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Christoph D'HAESE (N-VA)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 442/1, § 2, du Code pénal, les mots "à l'ordonnance d'évacuation visée à l'article 12, § 1^{er}, de la loi du 18 octobre 2017 relative à la pénétration, à l'occupation ou au séjour illégitimes dans le bien d'autrui" sont remplacés par les mots "à l'ordonnance d'évacuation visée à l'article 12, § 1^{er}, de la loi du 18 octobre 2017 relative à la pénétration, à l'occupation ou au séjour illégitimes dans le bien d'autrui, rétabli par la loi du ... modifiant la loi du 18 octobre 2017 relative à la pénétration, à l'occupation ou au séjour illégitimes dans le bien d'autrui".

Art. 3

L'article 12 de la loi du 18 octobre 2017 relative à la pénétration, à l'occupation ou au séjour illégitimes dans le bien d'autrui, annulé par l'arrêt n° 39/2020 de la Cour constitutionnelle, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 12. § 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 442/1, § 1^{er}, du Code pénal, le procureur du Roi peut, avec l'autorisation du juge d'instruction et en motivant sa décision sur ce point et dans le respect de la présomption d'innocence, ordonner, à la demande du détenteur d'un droit ou d'un titre sur le bien concerné, l'évacuation dans un délai de huit jours à compter de la notification de l'ordonnance d'évacuation visée au § 2, alinéa 2, faite aux personnes qui se trouvent dans le bien.

Si la demande visée à l'alinéa 1^{er} semble manifestement fondée à première vue, compte tenu des éléments disponibles, le procureur du Roi adresse une demande motivée au juge d'instruction. Il mentionne, dans cette demande, les circonstances susceptibles de justifier l'ordonnance d'évacuation.

Le juge d'instruction entend les personnes qui se trouvent dans le bien, dans un délai maximum de 72 heures après la réception de la demande, sauf si l'audition ne peut être réalisée en raison des circonstances concrètes de la cause, et détermine si la demande est

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 442/1, § 2, van het Strafwetboek worden de woorden "aan het bevel tot ontruiming bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet van 18 oktober 2017 betreffende het onrechtmatig binnendringen in, bezetten van of verblijven in andermans goed" vervangen door de woorden "aan het bevel tot ontruiming bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet van 18 oktober 2017 betreffende het onrechtmatig binnendringen in, bezetten van of verblijven in andermans goed, zoals hersteld bij de wet van ... tot wijziging van de wet van 18 oktober 2017 betreffende het onrechtmatig binnendringen in, bezetten van of verblijven in andermans goed".

Art. 3

Artikel 12 van de wet van 18 oktober 2017 betreffende het onrechtmatig binnendringen in, bezetten van of verblijven in andermans goed, vernietigd bij arrest nr. 39/2020 van het Grondwettelijk Hof, wordt vervangen als volgt:

"Art. 12. § 1. In de gevallen bedoeld in artikel 442/1, § 1, van het Strafwetboek kan de procureur des Konings, na machtiging door de onderzoeksrechter en mits hij zijn beslissing ter zake met redenen omkleedt en met eerbiediging van het vermoeden van onschuld, op verzoek van de houder van een recht of titel op het betrokken goed de ontruiming bevelen binnen een termijn van acht dagen vanaf het ogenblik van de kennisgeving van het bevel tot ontruiming bedoeld in § 2, tweede lid, aan de in het goed aangetroffen personen.

Wanneer het in het eerste lid bedoelde verzoek gelet op de beschikbare gegevens op het eerste zicht kennelijk gegrond lijkt, richt de procureur des Konings een met redenen omkleed verzoek aan de onderzoeksrechter. Hij vermeldt in zijn verzoek de omstandigheden die het bevel tot ontruiming zouden rechtvaardigen.

De onderzoeksrechter hoort binnen een termijn van maximum 72 uur na de ontvangst van het verzoek de in het goed aangetroffen personen, tenzij het verhoor niet kan worden afgenomen wegens de concrete omstandigheden van de zaak en beslist of het verzoek

fondée. La décision du juge d'instruction est motivée. Cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

Si le juge d'instruction l'y autorise, le procureur du Roi prend l'ordonnance d'évacuation. Un procès-verbal de notification, constitué d'une copie de l'ordonnance et indiquant la date et l'heure de la notification, est dressé et joint au dossier.

§ 2. L'ordonnance du procureur du Roi est consignée par écrit et contient entre autres:

1° une description du lieu concerné par la mesure et l'indication de l'adresse du bien qui fait l'objet de l'ordonnance;

2° les faits et circonstances qui ont donné lieu à l'ordonnance;

3° les nom, prénoms et domicile du requérant et une indication du droit ou du titre dont celui-ci se prévaut à l'égard du bien concerné;

4° le délai visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er};

5° les sanctions qui pourront être imposées en cas de non-respect de cette ordonnance d'évacuation, notamment celles visées à l'article 442/1, § 2, du Code pénal;

6° la possibilité de recours et le délai dans lequel ledit recours doit être introduit.

Cette ordonnance est affichée à un endroit visible du bien concerné. Une copie de l'ordonnance est remise à titre de notification aux personnes qui se trouvent dans le bien concerné au moment de l'affichage. Une copie de l'ordonnance est transmise par le moyen de communication le plus approprié au chef de corps de la police locale de la zone de police au sein de laquelle se situe le bien concerné par l'ordonnance, ainsi qu'au détenteur du droit ou du titre sur le bien concerné et au Centre public d'action sociale compétent.

Le procureur du Roi se charge de l'exécution de l'ordonnance d'évacuation.

§ 3. Toute personne qui estime que ses droits sont lésés par l'ordonnance du procureur du Roi peut former un recours contre cette ordonnance par requête contradictoire motivée déposée au greffe de la justice de paix du canton où le bien concerné est situé dans un délai de huit jours à compter de la notification de l'ordonnance par affichage visible sur le bien à évacuer ou de la remise

gegrond is. De beslissing van de onderzoeksrechter is met redenen omkleed. Tegen deze beslissing is geen beroep mogelijk.

Indien de onderzoeksrechter de machtiging aflevert, vaardigt de procureur des Konings het bevel tot ontruiming uit. Een proces-verbaal van kennisgeving, bestaand uit een afschrift van het bevel en de datum en het uur van de kennisgeving, wordt opgesteld en in het dossier gevoegd.

§ 2. Het bevel van de procureur des Konings wordt op schrift gesteld en bevat inzonderheid:

1° een omschrijving van de plaats waarop de maatregel betrekking heeft en de vermelding van het adres van het goed dat het voorwerp van het bevel uitmaakt;

2° de feiten en omstandigheden die aanleiding gegeven hebben tot het bevel;

3° de naam, voornamen en woonplaats van de verzoeker met aanduiding van het recht of de titel op het betrokken goed waarop hij zich beroept;

4° de termijn bedoeld in § 1, eerste lid;

5° de sancties die de niet-naleving van dit bevel tot ontruiming tot gevolg kunnen hebben, inzonderheid deze bedoeld in artikel 442/1, § 2, van het Strafwetboek;

6° de beroepsmogelijkheid en de termijn waarin die uitgeoefend moeten worden.

Dit bevel wordt op een zichtbare plaats aangeplakt aan het betrokken goed. Een afschrift van het bevel wordt ter kennisgeving overhandigd aan de personen die zich op het moment van de aanplakking in het betrokken goed bevinden. Een afschrift van het bevel wordt via het meest geschikte communicatiemiddel meegedeeld aan de korpschef van de lokale politie van de politiezone waarbinnen het goed waarop het bevel betrekking heeft, gelegen is en aan de houder van het recht of de titel op het betrokken goed, alsook aan het bevoegde Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

De procureur des Konings staat in voor de tenuitvoerlegging van het bevel tot ontruiming.

§ 3. Elke persoon die van oordeel is dat zijn rechten geschaad worden door het bevel van de procureur des Konings kan beroep instellen tegen het bevel bij een met redenen omkleed verzoekschrift op tegenspraak neergelegd ter griffie van het vrederecht van het kanton waarin het betrokken goed gelegen is binnen een termijn van acht dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van het

de sa copie, et ce, à peine de déchéance. Le recours est suspensif. L'ordonnance du procureur du Roi ne peut pas être exécutée tant que le délai pour introduire ce recours court toujours.

Ce recours n'est pas suspendu pendant une action publique fondée en tout ou en partie sur les mêmes faits.

§ 4. Dans les vingt-quatre heures du dépôt de la requête, le juge de paix fixe les date et heure de l'audience au cours de laquelle la cause peut être instruite. L'audience a lieu au plus tard dans les dix jours qui suivent le dépôt de la requête. Par dérogation à l'article 1344*octies* du Code judiciaire, un certificat de résidence n'est pas requis pour le dépôt de la requête.

Par pli judiciaire, le greffier notifie sans délai le lieu, les date et heure de l'audience à la personne qui forme un recours contre l'ordonnance ainsi qu'au détenteur d'un droit ou d'un titre sur le bien. Il communique également les jour et heure de l'audience au procureur du Roi qui a pris l'ordonnance d'évacuation. Une copie de la requête est jointe au pli judiciaire.

Le juge de paix statue après avoir convoqué les parties présentes afin de les entendre et après avoir tenté une conciliation entre elles. Sauf disposition contraire, la procédure se déroule comme déterminé à l'article 1344*octies* du Code judiciaire. Le juge de paix statue sur le bien-fondé de l'évacuation et sur le droit ou le titre invoqué. En cas de circonstances exceptionnelles et graves visées notamment à l'article 1344*decies*, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, le juge de paix peut, par décision motivée, fixer un délai plus long que le délai prévu dans l'ordonnance du procureur du Roi. Lorsque le titre ou le droit appartient à une personne physique ou une personne morale de droit privé, ce délai ne peut pas être supérieur à un mois. Lorsque le titre ou le droit appartient à une personne physique ou une personne morale de droit privé, ce délai ne peut pas être supérieur à un mois. Lorsque le titre ou le droit appartient à une personne morale de droit public, ce délai ne peut pas être supérieur à six mois.

Le juge de paix se prononce au plus tard dans les dix jours qui suivent l'audience.

bevel door zichtbare aanplakking aan het te ontruimen goed of door de overhandiging van het afschrift, zulks op straffe van verval. Het beroep heeft schorsende werking. Het bevel van de procureur des Konings kan niet ten uitvoer worden gelegd zolang de termijn waarbinnen beroep kan worden ingesteld loopt.

Dit beroep wordt niet geschorst gedurende een strafvordering die geheel of gedeeltelijk op dezelfde feiten is gegrond.

§ 4. Binnen vierentwintig uur na de neerlegging van het verzoekschrift bepaalt de vrederechter de dag en het uur van de zitting waarop de zaak kan worden behandeld. De zitting vindt plaats binnen de tien dagen na de neerlegging van het verzoekschrift. In afwijking van artikel 1344*octies* van het Gerechtelijk Wetboek is geen getuigschrift van woonplaats vereist voor de neerlegging van het verzoekschrift.

Bij gerechtsbrief geeft de griffier onverwijld kennis aan de persoon die beroep instelt tegen het bevel alsook aan de houder van het recht of de titel op het goed van de plaats, de dag en het uur van de zitting. Hij deelt eveneens de dag en het uur van de zitting mee aan de procureur des Konings die het bevel tot ontruiming heeft gegeven. Bij de gerechtsbrief wordt een afschrift van het verzoekschrift gevoegd.

De vrederechter doet uitspraak na de aanwezige partijen te hebben opgeroepen, ten einde hen te horen, alsook te hebben geprobeerd hen te verzoenen. Behoudens andersluidende bepalingen verloopt de procedure zoals bepaald in artikel 1344*octies* van het Gerechtelijk Wetboek. De vrederechter doet uitspraak over de gegrondheid van de ontruiming en het recht of de titel waarop men zich beroept. In de uitzonderlijke, ernstige omstandigheden onder meer bedoeld in artikel 1344*decies*, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, kan de vrederechter bij een met redenen omklede beslissing een langere termijn bepalen dan die waarin het bevel van de procureur des Konings voorziet. Wanneer de titel of het recht toebehoort aan een natuurlijke persoon of een privaatrechtelijke rechtspersoon, mag deze termijn niet meer dan één maand bedragen. Wanneer de titel of het recht toebehoort aan een publiekrechtelijke rechtspersoon, mag deze termijn niet meer dan zes maanden bedragen.

De vrederechter spreekt zich binnen een termijn van tien dagen volgend op de zitting uit.

La décision du juge de paix n'est pas susceptible d'appel.”.

1^{er} décembre 2020

Tegen de beslissing van de vrederechter kan geen hoger beroep worden ingesteld.”.

1 december 2020

Sophie DE WIT (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Christoph D'HAESE (N-VA)